

Meron Rapoport*

La fin de la doctrine Netanyahu

- Article publié sur le site israélien +972 le 9 octobre 2023 -

Les événements de ces derniers jours sont sans précédent. La dernière fois que des unités de combattants juifs et palestiniens – militaires ou paramilitaires – se sont affrontées sur un front aussi large en Israël-Palestine, c'était en 1948. Bien sûr, il y a eu plusieurs affrontements au fil des ans à Gaza et dans des villes de Cisjordanie comme Jénine ; de plus, des forces israéliennes et palestiniennes se sont affrontées au Liban en 1982. Mais il n'y a pas d'équivalent à l'ampleur de ce qui s'est passé ici depuis samedi matin [le 7 octobre], et jamais depuis 1948 des combattants palestiniens n'ont investi à une telle échelle des communautés juives.

Ce fait n'est pas une simple anecdote historique. Il possède une signification politique directe concrète. Cette attaque meurtrière et inhumaine du Hamas est survenue alors que le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, semblait sur le point de réaliser son chef-d'œuvre : faire la paix avec le monde arabe en ignorant totalement les Palestiniens. Cette attaque a rappelé aux Israéliens et au monde, pour le meilleur et pour le pire, que les Palestiniens sont toujours là et que le conflit centenaire les concerne, eux, et non les Emiratis ou les Saoudiens.

Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies il y a deux semaines [le 22 septembre], Benyamin Netanyahu a présenté une carte du « nouveau Moyen-Orient », décrivant l'Etat d'Israël s'étendant du Jourdain à la mer Méditerranée et construisant un « corridor de paix et de prospérité » avec ses voisins dans toute la région, y compris l'Arabie saoudite. Sur cette carte n'apparaissait pas un Etat palestinien, ou même l'ensemble d'enclaves réduites que l'Autorité palestinienne contrôle apparemment.

Depuis qu'il a été élu premier ministre en 1996, Benyamin Netanyahu a essayé d'éviter toute négociation avec les dirigeants palestiniens, choisissant plutôt de les contourner et de les marginaliser. Israël n'a pas besoin de la paix avec les Palestiniens pour prospérer, a affirmé Netanyahu à plusieurs reprises ; sa puissance militaire, économique et politique est suffisante sans elle. Le fait qu'au cours des années de son mandat, en particulier entre 2009 et 2019, Israël ait connu la prospérité économique et que son statut international se soit amélioré est, à ses yeux, la preuve qu'il emprunte la bonne voie.

Les accords d'Abraham signés avec le Bahreïn et les Emirats arabes unis, puis avec le Soudan et le Maroc, ont renforcé cette conviction. « Au cours des 25 dernières années, on nous a répété que la paix avec les autres pays arabes ne viendrait qu'une fois que nous aurions résolu le conflit avec les Palestiniens », a écrit Benyamin Netanyahu dans un article paru dans *Haaretz* (le 14 octobre 2022, édition en hébreu) avant les dernières élections. « Contrairement à la position dominante, poursuit-il, je pense que le chemin de la paix ne passe pas par Ramallah [capitale de l'administration de facto de l'Autorité palestinienne], mais le contourne : au lieu que ce soit la queue palestinienne qui remue le monde arabe, j'ai soutenu que la paix devait commencer avec les pays arabes, ce qui isolerait les obstinés Palestiniens. » Un accord de paix avec l'Arabie saoudite était censé être la cerise sur le gâteau de la « paix pour la paix » que Netanyahu a passé des années à préparer.

Benyamin Netanyahu n'a pas inventé la politique de séparation entre Gaza et la Cisjordanie, ni l'utilisation du Hamas comme outil pour affaiblir l'Organisation de libération de la Palestine et ses ambitions nationales d'établir un Etat palestinien. Le plan de « désengagement » de Gaza élaboré en 2005 par Ariel Sharon, alors premier ministre, reposait sur cette logique. « L'ensemble du projet d'Etat palestinien n'est plus à l'ordre du jour pour

une durée indéterminée », a déclaré Dov Weissglas (5 octobre 2004), conseiller d'Ariel Sharon, pour expliquer l'objectif politique du désengagement à l'époque. « Le plan fournit la quantité de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens. »

Netanyahou a non seulement adopté cette façon de penser, mais il y a également ajouté la préservation du pouvoir du Hamas à Gaza comme outil de renforcement de la séparation entre la bande et la Cisjordanie. En 2018, par exemple, il a accepté que le Qatar transfère des millions de dollars par an pour financer le gouvernement du Hamas à Gaza, concrétisant ainsi les propos tenus le 7 octobre 2015 par Bezalel Smotrich (alors membre marginal de la Knesset, et aujourd'hui ministre des Finances et suzerain de facto de la Cisjordanie) selon lesquels « l'Autorité palestinienne est un fardeau et le Hamas est un atout ».

« Netanyahou veut un Hamas maintenu sur pied et est prêt à payer un prix presque inimaginable pour cela: la moitié du pays paralysé, des enfants et des parents traumatisés, des maisons bombardées, des personnes tuées [salve de roquettes neutralisée à 90% par le Dôme de fer] », a écrit l'actuelle ministre israélienne de l'Information, Galit Distel Atbaryan, le 5 mai 2019, alors qu'elle n'était pas encore entrée en politique mais était connue comme une partisane influente de Netanyahou. « Et Netanyahou, dans une sorte de retenue scandaleuse, presque inimaginable, ne fait pas la chose la plus facile: faire en sorte que les Forces de défense d'Israël (FDI) renversent l'organisation. »

« La question est de savoir pourquoi », poursuit Galit Distel Atbaryan, avant d'expliquer : « Si le Hamas s'effondre, Abou Mazen [Mahmoud Abbas de l'Autorité palestinienne] peut contrôler la bande de Gaza. S'il la contrôle, il y aura des voix de gauche qui encourageront les négociations et une solution politique et un Etat palestinien, également en Judée et en Samarie [la Cisjordanie]... C'est la vraie raison pour laquelle Netanyahou n'élimine pas le chef du Hamas, tout le reste n'est que fadaïses. »

En effet, Benyamin Netanyahou lui-même l'avait admis quelques mois avant les commentaires de Galit Distel Atbaryan, lorsqu'il avait déclaré lors d'une réunion du Likoud que « **quiconque veut contrecarrer la création d'un Etat palestinien doit soutenir le renforcement du Hamas. Cela fait partie de notre stratégie, qui consiste à isoler les Palestiniens de Gaza des Palestiniens de Judée et de Samarie** » (voir l'article de Gidi Weitz publié par *Haaretz* le 9 octobre, et son paragraphe intitulé : « Hamas as partner »).

Le renforcement de la clôture autour de Gaza est devenu un autre aspect de la stratégie de Netanyahou. « La clôture empêchera les terroristes de s'infiltrer sur notre territoire », a expliqué Netanyahou (*Maariv*, 3 février 2019) lorsqu'il a annoncé le début des travaux en 2019 pour ajouter une barrière souterraine qui coûterait finalement plus de 3 milliards de NIS [700 millions d'euros]. Deux ans plus tard, le journaliste israélien Ron Ben-Yishai a écrit dans *Ynet* (18 juin 2021) que le but ultime de la clôture, considérée comme une barrière impénétrable pour les terroristes, est d'« empêcher une connexion entre le Hamas à Gaza et l'Autorité palestinienne en Judée et en Samarie ».

Samedi matin, cette clôture a été démolie, et avec elle la doctrine plus répandue de Netanyahou – adoptée par les Américains et de nombreux Etats arabes – selon laquelle il est possible de faire la paix au Moyen-Orient sans les Palestiniens. Alors que des centaines de combattants traversaient la frontière sans encombre pour occuper des postes de l'armée et s'infiltrer dans des dizaines de communautés israéliennes situées jusqu'à une distance de 18 miles, le Hamas a de fait déclaré, de la manière la plus claire, la plus douloureuse et la plus meurtrière qui soit, que le véritable conflit qui menace la vie des Israéliens est le conflit avec les Palestiniens, et que l'idée que les Palestiniens peuvent être court-circuités par Riyad ou Abu Dhabi, ou que les deux millions de Palestiniens emprisonnés à Gaza disparaîtront si

Israël construit une clôture suffisamment élaborée, est une illusion qui est en train de s'effondrer à un coût humain terrible.

Ce n'est pas nécessairement une bonne réponse. Il est impossible de ne pas qualifier les actions du Hamas de crimes de guerre : le massacre de civils, l'assassinat de familles entières dans leurs maisons, l'enlèvement de civils, y compris de personnes âgées et d'enfants, et leur mise en captivité à Gaza – tous ces actes violent les lois de la guerre et, si la Cour pénale internationale exerce sa compétence sur Israël-Palestine, les responsables de ces actions devront être poursuivis. En d'autres termes, la « déclaration » de facto du Hamas selon laquelle le conflit israélo-palestinien existe toujours s'est faite au prix du sang de centaines d'innocents.

Ce n'est pas non plus nécessairement une bonne réponse, car il semble que la conclusion qu'Israël tire actuellement de la compréhension du fait que le conflit se situe ici en Israël-Palestine, et non en Arabie saoudite, est de « renverser le Hamas » ou de « raser Gaza ». Le député du Likoud Ariel Kallner (7 octobre) et le journaliste de droite Yinon Magal [qui était actif sur la chaîne Mabat LaHadashot] représentent probablement une partie importante du public israélien – et certainement du gouvernement – lorsqu'ils demandent que la réponse soit une nouvelle Nakba.

Pourtant, au-delà des jugements moraux, l'attaque du Hamas nous a tous ramenés à la réalité, en particulier les Israéliens, en nous rappelant que le conflit a commencé ici, en 1948, et qu'aucun remède magique ne peut le faire disparaître. Et puisque le Hamas, aussi fort et capable de surprises qu'il puisse être, ne peut pas assassiner 7 millions de Juifs, et puisqu'Israël – je crois – n'est pas capable de faire une nouvelle Nakba (ni même de reprendre Gaza), il est possible que du traumatisme de ces derniers jours naisse l'idée que le conflit doit être résolu sur la base de la liberté, de l'égalité nationale et civique, et de la fin du blocus et de l'occupation.

Après le traumatisme de la guerre de 1973 [guerre dite du Kippour], que beaucoup comparent à ce qui se passe aujourd'hui, les Israéliens avaient compris que la paix pouvait être obtenue au prix d'un retrait du territoire égyptien qu'ils avaient occupé. La même prise de conscience pourrait se produire après le traumatisme de 2023.

**Meron Rapoport est l'ancien directeur du service d'informations du journal Haaretz, il est aujourd'hui journaliste indépendant.*

Traduit avec www.DeepL.com/Translator